



HAL
open science

Faire route d'Afrique vers les États-Unis : un regard sur les itinéraires migratoires de longue distance depuis le Mexique

Jean Clot

► **To cite this version:**

Jean Clot. Faire route d'Afrique vers les États-Unis : un regard sur les itinéraires migratoires de longue distance depuis le Mexique. *CariCen. Revista de Análisis y Debate sobre el Caribe y Centroamérica*, 2017, 3, pp.16-32. hal-01570962

HAL Id: hal-01570962

<https://hal.science/hal-01570962>

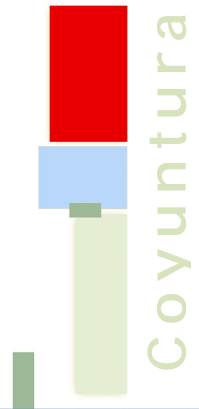
Submitted on 1 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

FAIRE ROUTE D'AFRIQUE VERS LES ÉTATS-UNIS: UN REGARD SUR LES ITINÉRAIRES MIGRATOIRES DE LONGUE DISTANCE DEPUIS LE MEXIQUE

Jean Clot*



Puerto Viejo, Costa Rica. Foto: Alfredo Huerta.

Résumé

Dans cet article, nous nous centrons sur les migrations de longue distance en transit au Mexique, en particulier celles en provenance d'Afrique vers les États-Unis. Nous identifions les routes migratoires et principales éta-

pes sur le continent américain, dégageons des similitudes entre les divers itinéraires, et mettons en lumière certaines stratégies, logiques individuelles et rapports à la mobilité.

Mots-clés: itinéraires migratoires, migration de longue distance, migration de transit, Mexique, Amériques.

* Maestro en Ciencias Sociales por la Universidad de Lausanne, Suiza; doctor en Estudios Regionales por la Universidad Autónoma de Chiapas, México. Investigador postdoctoral, Unité mixte de recherche Pacte, laboratoire des sciences sociales, CNRS, Sciences Po Grenoble, Université Grenoble Alpes, Francia.

Introduction

On peut observer ces dernières années au Mexique un nombre toujours plus important de migrants qui essayent de se rendre aux États-Unis en traversant le pays. Ces derniers proviennent en majorité d'Amérique Centrale, toutefois, il y a également des migrations de longue distance, notamment d'Afrique et d'Asie du Sud, qui ont récemment gagné en importance. Dans cet article, nous nous penchons sur ce phénomène et présentons certains résultats obtenus suite à une enquête sociologique menée dans la ville-frontière de Tapachula, l'une des étapes importantes de la migration extracontinentale au sud du Mexique.

Dans un premier temps, nous proposons un panorama quant aux tendances et provenances des migrations de longue distance en nous appuyant sur les données quantitatives fournies par l'Institut National de Migration (INM) au Mexique; nous mettons également ensuite en lumière les principales routes et étapes migratoires sur le continent américain.

Postérieurement, à partir des informations qualitatives recueillies lors de la recherche de terrain à Tapachula (entretiens, observations), nous dégagons certains traits communs entre les différents parcours migratoires. En effet, bien que les migrants ne disposent pas tous des mêmes ressources (économiques, culturelles, sociales), que le degré de planification ou d'improvisation du voyage soit très variable, et que chaque trajectoire migratoire soit éminemment singulière avec son lot de risques, d'insécurité, ou encore d'imprévu, on peut observer certaines similitudes, notamment l'usage des réseaux sociaux numériques ou encore la participation à un marché de la migration irrégulière.

Après cette analyse des itinéraires migratoires dans leur pluralité, nous examinons certains parcours dans leur singularité afin de documenter et mettre en évidence des rapports particuliers au voyage et à la mobilité, ainsi que des logiques et stratégies individuelles

différentes, en vue d'une même finalité: arriver à destination des États-Unis.

Migration de transit au Mexique

Bien que le Mexique soit traditionnellement et historiquement un pays émetteur de migrants, il est aussi devenu progressivement un important pôle récepteur de main d'oeuvre, en plus d'être un pays de transit. Depuis les années 1990, on peut observer une intensification et diversification des flux migratoires qui traversent le pays en direction des États-Unis.

On a assisté tout d'abord à une augmentation de la migration en provenance d'Amérique Centrale, principalement du Guatemala, El Salvador et Honduras. Coïncidant avec la fin des conflits civils et s'accroissant considérablement durant la première moitié des années 2000, il s'agit d'un phénomène qui est stimulé à la fois par des facteurs internes propres à ces pays d'émigration, comme la situation chronique de pauvreté et de violence, et à la fois par des causes inhérentes aux pays de destination, notamment économiques (besoin de main d'oeuvre bon marché et peu qualifiée) et démographiques (allongement de l'espérance de vie, baisse de la natalité).

En parallèle à cette situation, on voit apparaître un processus de sécurisation croissante des frontières, en particulier de la frontière sud des États-Unis et à la multiplication de postes de contrôle et de révision sur les grands axes routiers au Mexique, ce qui a amené certains auteurs à parler de "frontière verticale" pour désigner ce pays (González, 2011; Silva, 2015).

Il existe en effet un phénomène d'externalisation des contrôles migratoires des États-Unis vers les pays voisins, c'est-à-dire des fonds sont octroyés aux pays tiers, en l'occurrence le Mexique et dans une certaine mesure les pays d'Amérique Centrale, afin qu'ils mettent notamment en place des programmes visant à réduire la migration irrégulière (Clot, 2016).

Dans cette perspective, le Mexique est devenu depuis le début des années 2000 une “zone tampon” où ont été instaurés progressivement des dispositifs de détention et de reconduite des migrants –majoritairement centraméricains– à leurs pays d’origine.

L’INM dispose d’indicateurs qui ont été progressivement affinés pour mieux capter la complexité du phénomène, tels que le nombre de cas d’étrangers “présentés à l’autorité migratoire” selon la terminologie la plus récente,¹ ou le nombre de cas de rapatriements, ou encore plus récemment le nombre de retours volontaires assistés. Ces indicateurs concernent exclusivement les personnes qui ont été soumises à un processus administratif au Mexique, néanmoins ils permettent de cerner certaines tendances de la migration et d’observer la composition et la diversité du flux migratoire.

Il convient de préciser que dans toutes les situations, ce sont les faits ou les “événements” qui sont comptabilisés (par exemple le fait d’être présenté aux autorités ou le fait d’être rapatrié) et non les personnes, autrement dit, sur une année donnée, il peut y avoir plusieurs “événements” concernant un même migrant qui aurait été arrêté, présenté aux autorités, reconduit à la frontière, qui se ferait à nouveau arrêter lors de sa seconde tentative. Cela concerne essentiellement la migration irrégulière en provenance d’Amérique Centrale, de par la proximité géographique de la région, et non les migrations de longue distance.

¹ Notons que cette terminologie a évolué. Alors qu’il est question jusqu’en 2006 de cas de “rétention” d’étrangers (*eventos de aseguramiento* en espagnol), en 2007 la désignation de l’indicateur se mue en cas d’étrangers “hébergés dans des stations migratoires” (*eventos de extranjeros alojados en estaciones migratorias*), puis en 2013 en cas d’étrangers “présentés à l’autorité migratoire” (*eventos de extranjeros presentados a la autoridad migratoria*). Cela traduit une volonté d’opter pour des définitions plus neutres et générales de ce qui peut également être vu comme des cas d’enfermement administratif.

Par ailleurs, il faut également prendre en compte qu’on trouve derrière la désignation d’“événements d’étrangers présentés à l’autorité migratoire” des situations très différentes. Pour ce qui est des migrants d’Amérique Centrale, il s’agit de personnes en situation irrégulière qui se font intercepter lors de leur tentative pour gagner la frontière nord du Mexique, puis les États-Unis; en d’autres termes ils sont arrêtés sur le territoire mexicain, sont placés dans un centre de rétention –pour une période qui, en théorie, ne doit pas dépasser les 15 jours (mais qui peut se prolonger dans des cas spécifiques, par exemple si la personne fait objet d’un processus pénal)– et sont présentés aux autorités, ce qui débouche dans la majeure partie des cas à une reconduite au pays d’origine.

Toutefois, il existe également des migrants qui se présentent d’eux-mêmes aux autorités mexicaines et réalisent les démarches administratives

auprès de l’inm afin d’obtenir un document officiel leur laissant un délai de 20 jours pour régulariser leur situation migratoire ou pour quitter le pays (*oficio de salida* en espagnol). En effet, d’après certains articles de la nouvelle loi de migration mexicaine datant de 2011, l’INM est en mesure de régulariser des étrangers en situation irrégulière, par exemple lorsqu’ils se trouvent dans une situation de vulnérabilité qui rend difficile leur rapatriement (Secretaría de Gobernación, 2012). Cette situation concerne essentiellement les migrants en transit provenant d’Afrique, de Cuba, d’Haïti, ou encore d’Asie du Sud. Notons qu’il s’agit d’une tendance récente: en réponse à l’afflux de migrants caribéens et extracontinentaux ces deux dernières années, l’INM a délivré davantage de “documents de sortie”, ce qui permet aux personnes de continuer leur route vers le nord.

... le Mexique est devenu depuis le début des années 2000 une “zone tampon” où ont été instaurés progressivement des dispositifs de détention et de reconduite des migrants...

En effet, plus que pour des raisons humanitaires, c'est également par pragmatisme que les autorités mexicaines accordent ce type de document: le fait que le gouvernement ne soit parfois pas en mesure de déterminer et vérifier la nationalité des migrants de passage (qui sont dans certains cas dépourvus de papiers ou les cachent) et que dans bien des cas il n'y ait pas d'accords spécifiques ni de représentations consulaires des pays concernés au Mexique (en particulier du continent africain) joue un rôle dans la rapidité des processus bureaucratiques.² Par ailleurs, comme la quasi-totalité des migrants extracontinentaux ne manifestent en général aucune intention de rester au Mexique, mais souhaitent traverser le pays et solliciter aux États-Unis un visa humanitaire, un visa de regroupement familial, ou encore la résidence, concéder ce document de sortie consiste en une solution pratique et peu coûteuse pour éviter certains problèmes au niveau régional liés à la vague migratoire (comme le surpeuplement des infrastructures d'accueil).

Si l'on se penche sur les statistiques de l'INM concernant les cas de migrants africains présentés à l'autorité, sur la période 2001-2004 ceux-ci sont infimes et entrent dans la catégorie "autres nationalités" qui représente entre le 0,5 et le 0,7 du total. En 2005, bien que leur participation ne s'élève pas au-delà de 0,1 pour cent des "événements", l'Éthiopie fait son apparition dans les statistiques avec 183 événements de ressortissants Éthiopiens traités par les autorités migratoires. C'est également le seul pays africain que l'on retrouve les deux années suivantes dans la liste hiérarchique des 20 principaux pays dont les migrants sont présentés à l'INM.

À partir de 2007, l'Institut de Statistique commence à classer les différents événements selon le continent et le pays d'origine:

² Tous les migrants africains avec lesquels nous sommes entre-tenu, en groupe ou individuellement, sont entrés au Mexique de manière irrégulière par voie terrestre depuis le Guatemala et se sont présentés postérieurement à l'une des stations migratoires de l'INM à Tapachula pour y solliciter le document. Ils ont obtenu ce dernier dans la plupart des cas la journée même de leur entrée au Mexique.

on dispose alors d'informations plus détaillées: il y a globalement peu d'événements de migrants africains retenus au Mexique, si ce n'est la cinquantaine de cas en provenance d'Éthiopie auxquels s'ajoutent ceux de migrants d'Erythrée (232) et de Somalie (110). Il s'agit de deux flux relativement constants et ininterrompus: entre 2007 et 2011, les événements concernant des Erythréens représentent entre 40 et 56 pour cent, et ceux de Somalie entre 20 et 36 pour cent des cas en provenance d'Afrique.

De manière générale, jusqu'en 2015 les procédures concernant les migrants africains ne représentaient pas plus du 1 pour cent du total d'événements traités à l'année, toutes nationalités confondues, mis-à-part en 2010 lorsque le nombre de cas s'accroît légèrement et que le flux migratoire d'Amérique Centrale baisse; ainsi cette même année les cas en provenance d'Afrique représentent le 1,8 pour cent de l'ensemble. Ces migrations africaines en transit au Mexique ne concernent ainsi que quelques centaines d'événements par année, qui se trouvent presque éclipsés derrière les dizaines de milliers de cas centraméricains traités par l'inm. Toutefois, une augmentation s'amorce en 2015 alors même que l'on assiste également à une forte croissance des cas concernant la migration des Caraïbes, en particulier de Cuba et d'Haïti.

Outre les pays tels que la Somalie, dont les flux de transit sont proportionnellement importants au regard des autres pays africains, ou encore l'Érythrée qui émet également un nombre significatif de migrants (même si celui-ci a tendu à baisser depuis 2011) font également leur apparition d'autres pays, principalement d'Afrique de l'Ouest, tels que le Ghana, le Cameroun ou encore la Guinée. En ce qui concerne le premier, alors que moins d'une vingtaine de cas ont été procédés chaque année jusqu'en 2012, ceux-ci commencent à s'accroître en 2013, pour atteindre 165 événements en 2014, puis 631 et 609 sur les années 2015 et 2016. Dans des proportions plus modestes, il en va de même pour le Ca-

meroun dont le nombre d'évènements s'élève subitement à 200 en 2016, et la Guinée dont on ne comptabilise pas plus de 30 cas sur une période de 7 ans, soit de 2007 à 2014, mais dont ceux-ci augmentent rapidement depuis 2015 pour passer à 267 en 2016. Cette tendance s'est accentuée au début 2017: pendant les mois de janvier et février, on recense déjà 117 procédures.

La hausse la plus spectaculaire concerne sans aucun doute la République Démocratique du Congo (RDC), avec 13,650 évènements en 2016 alors qu'il n'y en a eu que 8 l'année précédente. Cette hausse contribue au bond dans les statistiques des évènements relatifs au continent africain durant l'année 2016: tandis que 785 cas de migrants africains sont traités en 2014, puis 2078 en 2015, ce sont plus de 16,500 procédures administratives qui sont effectuées en 2016. Aussi, sur le total d'évènements survenus en 2016, toutes nationalités comprises, ceux concernant le continent africain s'élève désormais à 8,7 pour cent (Instituto Nacional de Migración, 2016).

Toutefois, selon les informations recueillies auprès de migrants haïtiens et du personnel du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) durant l'enquête de terrain³ – corroborées officieusement depuis par un haut fonctionnaire de l'INM – ces données concernant la RDC doivent être relativisées. En effet, un nombre significatif de migrants haïtiens se font passer pour congolais dans l'idée qu'ils ont ainsi davantage de probabilité d'obtenir le document de sortie auprès de

... un nombre significatif de migrants haïtiens se font passer pour congolais dans l'idée qu'ils ont ainsi davantage de probabilité d'obtenir le document de sortie auprès de l'INM et moins de chance de se faire rapatrier en tant qu'africain.

l'INM et moins de chance de se faire rapatrier en tant qu'africain. Certains migrants se présentent donc aux installations de l'INM à Tapachula avec l'objectif de se faire délivrer le document de sortie; ils expliquent en français avec quelques mots d'espagnol qu'ils viennent "du Congo", qu'ils sont dépourvus de papiers d'identité et qu'ils souhaitent aller aux États-Unis. Le fait de choisir "le Congo"⁴ obéit à plusieurs raisons: premièrement, il s'agit d'un pays qui, comme Haïti, est francophone; il est par ailleurs facilement identifiable par les agents de l'INM comme étant un pays africain, tout en demeurant suffisamment méconnu pour ne pas susciter d'hypothétiques questions concernant les caractéristiques géographiques, politiques ou historiques du pays qui dévoileraient immanquablement la supercherie. Enfin, il s'agit d'un pays qui est périodiquement marqué par des troubles sociaux et politiques, soit une situation qui serait plus favorable à ce que le migrant soit considéré au Mexique comme un réfugié en transit cherchant l'asile aux États-Unis, plutôt qu'un "migrant économique".

Concernant cette idée à savoir s'il est plus facile de traverser le territoire mexicain en tant qu'africain, en particulier congolais, même s'il s'agit d'une "croyance populaire" tel qu'il est relaté dans un reportage du *The New York Times* (Semple, 2016) celle-ci semble avoir ses fondements et être plus rationnelle qu'elle ne l'apparente. Si l'on examine les statistiques de l'INM sur les années 2014 et 2015, en proportion, les cas de rapatriement de migrants haïtiens sont beaucoup plus élevés en comparaison des migrants africains. À titre

³ À cet égard, nous tenons à remercier en particulier Jaime Horacio Cinta Cruz pour les informations fournies à partir de son travail au HCR et son étude sur les migrants africains et asiatiques à Tapachula (Cinta, 2016).

⁴ Notons que dans certains cas les migrants haïtiens ne font pas la différence entre la République du Congo, dont la capitale est Brazzaville, et la RDC dont la capitale est Kinshasa. Ils ont toutefois été répertoriés comme provenant de la RDC.

d'exemple, en 2015, sur 77 présentations à l'autorité d'Haïtiens, 30 débouchent sur une reconduite à la frontière, alors que sur les 2078 événements liés aux migrants africains, on comptabilise seulement 7 reconduites au pays d'origine.

Le fait de dissimuler leur véritable nationalité dès l'arrivée à Tapachula constitue donc une stratégie pour les migrants haïtiens afin de traverser le Mexique sans problèmes légaux et sans devoir recourir à des réseaux de passeurs. Effectivement, le document de sortie de l'INM leur garantit un statut juridique temporaire et leur permet de se déplacer librement dans le pays, à la différence de nombreux migrants centraméricains qui cherchent à gagner les États-Unis.⁵

Pour en revenir aux migrations extracontinentales, il semblerait donc que la migration de transit en provenance de la RDC doit être revue fortement à la baisse et celle d'Haïti proportionnellement à la hausse. Ce qui équivaut également à revoir à la baisse les événements de 2016 concernant les migrants africains. Effectivement, si l'on estime, à l'instar de certains travailleurs du HCR, qu'en réalité plus de 80 pour cent des cas de ressortissants de la RDC traités par l'INM pourraient concerner en fait des Haïtiens, les procédures administratives concernant les migrants africains ne s'élèveraient pas au-delà de 3 pour cent du total des cas traités, une hausse certes significative en comparaison des années antérieures, mais pas aussi saisissante que ne pourraient le laisser penser les statistiques.

Trajectoires migratoires extracontinentales: routes, étapes et traits communs

Nous allons à présent examiner plusieurs profils et itinéraires de migrants africains afin de

mettre en relief les routes de la migration internationale et les différentes modalités de transit. Nous dégagerons également des traits communs de ces différents parcours.⁶

Aborder les causes de départ des migrants africains reviendrait à excéder les limites de ce travail tant elles sont diverses et qu'elles s'inscrivent dans des contextes régionaux spécifiques. Il est toutefois important de mentionner que de manière générale, le thème de la violence et de l'insécurité dans les pays d'origine est récurrent, par exemple la violence liée au conflit entre gouvernement et opposition dans le cas des migrants guinéens, ou encore la violence liée au terrorisme, par exemple en Somalie. À ces causes s'ajoutent également des raisons économiques (manque d'opportunités d'emploi, salaires peu élevés, recherche d'un meilleur niveau de bien-être, etc.).

Au-delà de ces aspects, il est important de signaler qu'en règle générale, il ne s'agit pas de migrants qui se trouvent dans une situation de pauvreté ou d'extrême pauvreté dans leur lieu d'origine, mais davantage de personnes qui proviennent d'un contexte urbain et d'un milieu social qui leur permet un accès aux ressources nécessaires pour préparer et effectuer leur voyage vers les Amériques, soit un accès à l'information, un certain capital social et des moyens économiques. Les deux derniers éléments sont intimement liés: la majeure partie des personnes empruntent de l'argent à leur réseau de relations, souvent familiales; ils ont donc souvent des dettes depuis le départ. La récurrence dans les différents entretiens et conversations des "oncles", "cousins", ou encore "amis de la famille" qui participent d'une manière ou d'une autre –généralement en prêtant de l'argent– suggère que la per-

⁵ En l'absence de statut légal, ceux-ci sont contraints de voyager clandestinement et/ou de faire appel et rémunérer des intermédiaires –appelés communément "coyotes"– afin de traverser le Mexique. Ils s'exposent ainsi à de nombreux risques (accidents divers, extorsions, enlèvement, exploitation, etc.).

⁶ L'analyse se base sur une série d'entretiens individuels en profondeur auprès de sept migrants en transit à Tapachula: Alpha (29 ans, guinéen), Amadou (22 ans, guinéen), Hatim (28 ans, guinéen), Mamadou (22 ans, guinéen), Amisa (18 ans, somalien), Mohamed (28 ans, ghanéen), Jean-Paul (30 ans, camerounais), sur deux entretiens collectifs avec un groupe de Somaliens et un groupe de Guinéens. Nous avons également recoupé les informations fournies avec d'autres témoignages provenant de la presse.

sonne ne migre pas selon une logique individuelle mais qu'il s'agit de stratégies collectives où une partie du cercle social et familial finance la migration, migration qui est perçue comme un type d'investissement.

Cet investissement s'avère souvent plus coûteux que ce qui avait été estimé initialement, notamment à cause des imprévus, des problèmes divers qui surviennent en cours de route, ou encore du fait que les migrants doivent recourir à des réseaux de passeurs et soudoyer les autorités dans plusieurs pays du continent américain, comme nous le verrons postérieurement. Chaque personne interviewée a été amenée à estimer le coût de son voyage pour parvenir jusqu'à Tapachula: les montants varient entre 3000 et 7000 USD en ce qui concerne les migrants d'Afrique de l'Ouest et s'élèvent jusqu'à 16000 USD dans le cas de migrants somaliens.

Il existe deux principales portes d'entrée sur le continent américain pour les migrants africains: le Brésil et l'Équateur, qui sont les pays parmi les moins restrictifs en termes de mobilité et d'obtention de visa. En ce qui concerne le Brésil, le gouvernement du pays applique une politique de réciprocité avec les pays tiers, c'est-à-dire il établit les mêmes restrictions pour entrer sur son territoire que celles appliquées aux citoyens brésiliens à l'étranger. Dans le cas des pays africains, bien que le gouvernement brésilien exige des visas à la plupart des ressortissants, il est plus aisé pour eux d'y obtenir un visa de touriste qu'en Europe ou en Amérique du Nord. Aussi, même s'ils pourraient transiter librement par l'Équateur sans avoir à faire une demande de visa, la majorité des Guinéens qui nous ont fourni des informations se rendent en avion au Brésil –à Rio de Janeiro ou à São Paulo– après avoir obtenu un visa touristique auprès de l'Ambassade brési-

lienne à Conakry. Cela se doit au fait que le Brésil ne constitue pas seulement un pont du fait de sa politique des visas relativement flexible, mais également parce qu'il y a une importante communauté africaine installée plus ou moins durablement dans ce pays, tel qu'il a été mis en avant (Minvielle, 2015). En effet, tous nos informateurs guinéens affirment avoir un ami ou un parent installés au Brésil qui leur a rendu service par exemple en les hébergeant, ou encore dans certains cas en leur aidant à trouver un travail temporairement. Après une étape plus ou moins prolongée au Brésil – nous y reviendrons– les migrants traversent le bassin amazonien jusqu'au Pérou, puis continuent leur route en direction du nord.

Pour ce qui est de l'Équateur, il s'agit d'un pays qui a une politique d'octroi de visas parmi les plus souples au monde et qui repose sur certains instruments juridiques, tels que la "Loi organique sur la mobilité humaine" qui prévoit les mêmes droits entre citoyens équatoriens et étrangers. Aucune personne ne peut donc être considérée comme "illégal" du fait de son statut migratoire (República de Ecuador, 2017). En d'autres termes, le pays reconnaît le prin-

cipe d'une "citoyenneté universelle" et d'une "libre mobilité humaine". Par conséquent, la plupart des visiteurs étrangers ne se voient pas exiger de visa de tourisme pour entrer et rester sur le territoire équatorien pendant 90 jours, c'est pour cette raison que de nombreux migrants d'Afrique de l'Ouest arrivent en Équateur en avion et poursuivent ensuite leur route par voie terrestre en direction de la Colombie puis de l'isthme centraméricain.⁷

⁷ Notons que le gouvernement équatorien a toutefois établi des restrictions lorsque les flux migratoires étaient jugés inhabituels et alimentaient des réseaux criminels de trafiquants de migrants. Ainsi, les ressortissants de certains pays, par exemple la Somalie

... migrants
d'Afrique de
l'Ouest arrivent
en Équateur en
avion et
poursuivent
ensuite leur route
par voie terrestre
en direction de la
Colombie puis de
l'isthme
centraméricain.

On peut donc distinguer deux principales routes de la migration extracontinentale en Amérique du sud: celle qui part de São Paulo ou Rio de Janeiro et qui traverse le Brésil en direction du nord-ouest jusqu'à la frontière péruvienne dans le bassin amazonien. Du Pérou, les migrants se rendent en Équateur, puis continuent en direction de la Colombie. Notons qu'à partir de la sortie du Brésil et l'entrée au Pérou les personnes se trouvent dans une situation irrégulière et doivent, selon les témoignages, s'acquitter de divers bakchichs auprès des autorités pour pouvoir transiter. Il ne s'agit pas d'un schéma de clandestinité où le migrant doit se cacher continuellement, se déplacer de nuit et/ou hors des sentiers battus, voyager dans le double-fond d'un camion ou encore recourir à des passeurs, comme c'est le cas par exemple au Nicaragua. Par contre, lors du transit au Pérou, en Colombie également, il doit régulièrement négocier et soudoyer, tantôt la police, tantôt les douaniers, tantôt les entreprises de transport pour pouvoir y circuler.⁸

À partir de la sortie de l'Équateur et de l'entrée irrégulière en Colombie, la route empruntée par les migrants est pratiquement la même, y compris pour ceux qui viennent de Cuba, d'Haïti ou encore d'Asie:⁹ elle traverse la Colombie, le Panama, le Costa Rica, le Nicaragua, le Honduras, le Guatemala, puis le Mexique. Des tronçons s'effectuent par voie maritime ou encore à pied dans des conditions difficiles et il y a certains passages obligés: les

migrants que nous avons interviewés, toutes nationalités comprises, ont tous transité en Colombie par les villes de Medellin, puis de Turbo sur la côte caraïbe, pour ensuite rejoindre en bateau la localité de Capurgana à la frontière avec le Panama. Étant donné qu'il n'y a pas de routes carrossables terrestres pour se rendre à Panama, ils doivent faire appel à un intermédiaire, soit un guide qui constitue un petit groupe de "candidats" et leur fait traverser une partie de la jungle de Darien où ils effectuent plusieurs jours de marche.

Il s'agit d'une zone à hauts risques où les migrants s'exposent à de nombreuses menaces: désorientation, épuisement, maladies, piqûres d'insecte, morsure de serpent, sans compter les vols, attaques à main armée perpétrées par des groupes de "bandits", pour reprendre le terme employé par les migrants. Plusieurs témoignages, aussi bien de migrants africains que cubains ou asiatiques, dépeignent la traversée de la jungle de Darien comme un "enfer" ou un "cauchemar"; il s'agit d'histoires souvent tragiques et de situations extrêmement adverses où il est question parfois d'abandonner un membre du groupe dans la jungle étant donné qu'il ne parvient plus à avancer, ou encore d'agressions et de viols commis par des groupes criminels.

Arrivés aux premières agglomérations du Panama, les migrants sont pris en charge dans des camps de réfugiés. Après un bref séjour où leurs données biométriques sont collectées et où on leur administre des vaccins (et des soins dans certains cas), les personnes continuent en direction du Costa Rica où ils se rendent volontairement aux autorités et sont placés également dans des camps de réfugiés, ou se déplacent plus ou moins librement pour leur propre compte jusqu'à la frontière avec le Nicaragua.¹⁰ La ville frontalière de La Cruz est également un point

ou encore le Sénégal, doivent présenter au préalable une demande de visa, respectivement depuis 2008 et 2015. Ces changements institutionnels provoquent une reconfiguration des routes migratoires: davantage de migrants se "rabattent" notamment sur le Brésil.

⁸ En Colombie, les entreprises de transport exigent un numéro de passeport ou de carte d'identité pour pouvoir acheter un titre de transport, phénomène qui renvoie à une forme de sous-traitance et de privatisation des contrôles. Certaines tâches policières de l'État sont déléguées à des acteurs privés, tel que nous l'avions analysé dans le cas du Mexique (Clot, 2016).

⁹ Nous ouvrons une brève parenthèse pour signaler qu'un nombre important de migrants caribéens transitent également par l'Amérique du Sud et Centrale pour tenter de parvenir aux États-Unis par voie terrestre, étant donné les risques et difficultés pour y entrer irrégulièrement par la voie maritime, par exemple en Floride.

¹⁰ Bien que les gouvernements de Costa Rica et de Panama intensifient la surveillance et les contrôles à leurs frontières en vue d'empêcher la migration irrégulière de transit, ils fournissent une assistance aux migrants qui parviennent effectivement à entrer sur leur territoire (Gobierno de Costa Rica, 2016).

de passage important où les migrants passent un séjour plus ou moins prolongé en attendant de pouvoir traverser le Nicaragua. C'est aussi un endroit où les trafiquants de personnes opèrent pour recruter des personnes désireuses de traverser le Nicaragua pays qui, au contraire de ses voisins, est difficile à traverser.

Comme dans le cas du passage entre la Colombie et le Panama, un marché de la mobilité irrégulière se développe et certains lieux deviennent progressivement des plaques tournantes régionales du trafic de migrants, situation faisant écho à la conjoncture aux portes de l'Europe, telle qu'elle est décrite par la Commission Européenne:

(...) là où le trafic illicite de migrants est plus intense, les réseaux de trafic illicite se regroupent pour former des Hubs. Dans tous les réseaux de passeurs, quand un Hub grossit, le niveau de professionnalisme, l'organisation hiérarchique verticale et les contacts transfrontaliers s'accroissent, les profits s'élèvent. Au sein des Hubs, des éléments attestent de liens étroits avec d'autres marchés illicites et le crime organisé (Commission Européenne & Direction Générale de la Migration & des Affaires Intérieures, 2015:3).

Le Nicaragua est le pays le plus restrictif d'Amérique Centrale en matière de migration irrégulière; le gouvernement applique une politique de frontière "fermée" face à la migration irrégulière, arrête et reconduit systématiquement les migrants au Costa Rica.¹¹ Notons

¹¹ Contrairement aux autres représentations consulaires présentes dans la ville mexicaine de Tapachula, comme celles du Guatemala, Honduras, ou encore de l'Équateur, où nous avons pu mener des entretiens, le personnel du Consulat du Nicaragua nous a fait savoir qu'il n'est pas en mesure de fournir des informations, ni de répondre à des questions sur le thème migratoire

que ces dernières années des associations civiles et organisations internationales ont périodiquement dénoncé la répression gouvernementale, les mauvais traitements, ainsi que des violations répétées des droits des migrants (Vásquez, 2016).

Cette situation stimule ainsi un commerce illégal de la mobilité: pour transiter jusqu'au Honduras, les migrants doivent forcément recourir au service de groupes de passeurs et voyager dans la clandestinité, soit par mer, en hors-bord, soit caché dans un véhicule, soit en

...en ...Costa Rica ...se rendent volontairement aux autorités et sont placés également dans des camps de réfugiés, ou se déplacent plus ou moins librement ...jusqu'à la frontière avec le Nicaragua.

marchant dans des zones isolées de jungle. Les risques ne sont pas les mêmes, les routes et les "services" proposés non plus – un trajet en hors-bord directement au Honduras revient plus cher qu'un déplacement à travers le pays– aussi les tarifs varient considérablement. Les migrants avec lesquels nous sommes entretenus ont opté pour des solutions différentes, notamment selon leur budget; dans tous les cas, ils ont payé des sommes qui vont de 300 à 1000 USD, et plus de la moitié ont dû effectuer plusieurs tentatives. Il y a en effet de nombreuses escroqueries, par exemple les termes de l'accord verbal ne sont pas respectés: les personnes sont abandonnées en

chemin, parfois menacées et extorquées ou encore remises directement aux autorités. Par ailleurs, plus de la moitié des témoignages font également état d'attaques à main armée et de vols.

Une fois au Honduras, les personnes parviennent à Choluteca et se présentent aux autorités à qui leur remettent un sauf-conduit pour pouvoir traverser le pays; en général, ils transitent par Tegucigalpa, la capitale, car la

sans l'accord préalable de la Chancellerie et du Ministère des Affaires Étrangères du pays.

démarche administrative prend un jour ou deux. Ils sont ensuite conduits à la frontière guatémaltèque en bus par les autorités honduriennes, et le même processus se répète au Guatemala. Les migrants entrent ensuite au Mexique en passant par le port frontalier Tecún Umán (Guatemala)-Ciudad Hidalgo (Mexique), mais cette entrée s'effectue en marge du pont international où se trouvent les installations douanières et les contrôles migratoires, soit en recourant aux groupes qui se dédient à faire traverser les personnes en radeau d'une rive à l'autre du fleuve *Suchiate* qui sert de support à la frontière.¹²

Ce passage frontalier se trouve à environ 20 km de la ville de Tapachula, important carrefour commercial et migratoire sur le versant pacifique au sud du pays.¹³ Une fois parvenu dans la ville, ils se rendent à l'une des "stations migratoires" de l'INM pour y solliciter le document de sortie, tel que nous l'avons mentionné auparavant. Plus que les structures associatives et religieuses à Tapachula où se rassemblent de nombreux migrants centra-méricains, les migrants africains privilégient certains hôtels bon marché de la ville, dont certains ont acquis une certaine renommée auprès des personnes en transit, renommée qui se crée de bouche à oreille et surtout à travers Internet, plus spécifiquement grâce à WhatsApp et Facebook. En effet, le téléphone mobile s'avère être un instrument fondamental lors du périple: il permet de maintenir un contact en temps réel avec d'autres migrants et s'informer (quant aux risques, aux démarches ad-

ministratives à effectuer, aux possibilités d'hébergement, etc.), d'accéder virtuellement aux réseaux de passeurs, de se géolocaliser, de communiquer avec les proches et la famille, ou encore de solliciter de l'argent à ce même entourage, pour pouvoir continuer à avancer en direction des États-Unis.

D'autre part, l'endroit où se trouvent ces hôtels est très proche d'une autre zone où se concentrent de nombreuses "agences de voyage", connues localement sous le nom de *Tijuaneras*. Elles n'offrent pas à proprement parler un service touristique, mais de transport à bas prix; elles proposent ainsi des liaisons d'autobus entre Tapachula, et les grandes villes frontalières du nord du Mexique, comme Tijuana, Mexicali, Ciudad Juarez ou encore Nuevo Laredo. Un voyage à Tijuana –la destination la plus prisée– coûte environ 65 USD et représente approximativement 3 jours de bus et une distance de 3850 km. Les bus partent de Tapachula à fréquence régulière tous les mercredis et les samedis.

On peut ainsi observer que les migrants de longue distance profitent des petites structures hôtelières et des réseaux de transport *low cost* déjà existantes et qui étaient plutôt destinées initialement aux habitants des régions rurales environnantes ou encore aux migrants centra-méricains désireux de "monter au nord". Ces derniers se sont progressivement dirigés davantage vers les foyers d'hébergement pour migrants afin d'éviter notamment les opérations et descentes de police et des agents migratoires.

Pour ce qui est des migrants extracontinentaux, l'étape dans la ville se résume ainsi à quelques jours d'attente du prochain départ de bus vers la frontière nord du Mexique. Cependant, pour certaines personnes qui n'ont plus les moyens d'acheter un titre de transport, l'étape se prolonge davantage, le temps d'obtenir d'une manière ou d'une autre l'argent nécessaire. À l'inverse, les migrants qui disposent de davantage de ressources optent pour prendre l'avion.

¹² Notre travail de thèse a consisté en une étude micro-régionale sur les modes d'organisation de ces groupes qui opèrent comme de véritables petites entreprises de transport transfrontalier, et plus généralement sur la mobilité irrégulière à la frontière entre le Mexique et le Guatemala. Voir l'article "Marges et frontières entre le Mexique et le Guatemala" (Clot, 2016).

¹³ Située dans l'État limitrophe de Chiapas au sud-ouest du Mexique, Tapachula est le principal pôle urbain régional de la région et compte, outre ses 350'000 habitants, une importante population flottante. Seconde plus grande ville du Chiapas, chef-lieu régional et place administrative, elle se trouve dynamisée par une économie de services liés aux différents flux transfrontaliers (transports, télécommunications, change, transfert d'argent, logement, etc.), par le commerce et par les activités agricoles dans les zones environnantes (plantations de café, de banane, mangue, canne à sucre).

Différents profils migratoires et rapports à la mobilité

Le phénomène migratoire est fréquemment pensé en termes de "pourquoi?", "qui?", "combien?", "d'où?", "vers où?", "avec quelles conséquences?", ce qui a donné lieu à de nombreuses et prolifiques études et théories sur les migrations, par exemple l'approche néoclassique ou encore celles privilégiant une analyse macrosystémique. Toutefois, les questions du "comment?", "combien de temps?" ou encore "par où?" sont restées relativement en retrait en comparaison. En ce qui concerne cette dernière, elle a davantage été abordée aux niveaux régionaux ou nationaux qu'à un niveau macro-contextuel en Amérique Latine.¹⁴

Quant au "comment?", les principales avancées théoriques renvoient à la théorie des réseaux migratoires énoncée par Massey *et al.* (1993), et plus récemment sur les contributions portant sur l'"industrie de la migration" (Castles & Miller, 2003; Hernández León, 2012).

Comme nous l'avons vu dans le cadre des migrations de longue distance en transit au Mexique, certains éléments explicatifs de ces approches théoriques permettent une meilleure compréhension du phénomène: ce type de migration repose en grande partie sur les réseaux sociaux, en particulier sur les réseaux sociaux numériques. Autrement dit, au-delà des ressources économiques, c'est par et grâce aux réseaux sociaux, traditionnels et numériques, que les migrants parviennent à effectuer des trajets considérables traversant plusieurs continents et pays; ils s'appuient ainsi sur des réseaux qui impliquent

de multiples acteurs, aussi bien en amont dans le lieu d'origine, qu'en aval au niveau de la destination, en plus des contacts noués durant les diverses étapes. En outre, la participation à une industrie de la migration irrégulière, soit le recours à des réseaux d'intermédiaires, passeurs, guides et autres facilitateurs de la migration est également une constante lors des différents itinéraires migratoires de longue distance, comme nous l'avons signalé.

À notre critère, on peut compléter ces approches et apporter certaines réponses quant au "comment?" en examinant les différentes modalités du voyage et les logiques individuelles des migrants de longue distance.

... certains migrants originaires d'Afrique de l'Ouest parviennent à Tapachula dans un laps de temps d'un mois et demi, d'autres réalisent pratiquement le même trajet en l'espace de plus d'une année.

Ces modalités constituent également certaines facettes du "comment?": il existe en effet différentes manières de faire route et de faire étape. Aussi, après avoir mis en lumière les itinéraires et étapes sur le continent américain et nous être centrés d'un point de vue général sur les similitudes existant entre les différents parcours migratoires extracontinentaux, nous allons nous pencher sur certains cas particuliers qui nous semblent représentatifs de diverses stratégies et de différents rapports à la mobilité. En effet, chaque migrant construit son voyage de manière distincte selon ses possibilités, sa logique, ses

habilités et les différentes ressources dont il dispose. A titre d'exemple, alors que certains migrants originaires d'Afrique de l'Ouest parviennent à Tapachula dans un laps de temps d'un mois et demi, d'autres réalisent pratiquement le même trajet en l'espace de plus d'une année.

Prenons l'exemple de Mohamed, 28 ans, originaire de Kumasi au Ghana, se présentant

¹⁴ Par exemple, dans le cas du Mexique, plusieurs auteurs se centrent sur l'impact des politiques sécuritaires sur les routes migratoires des populations centraméricaines (Anguiano & Trejo, 2007; Casillas, 2008).

comme ouvrier dans l'industrie textile et voyageant avec son jeune frère, Osman, de 17 ans. Mohamed a une expérience migratoire antérieure: il s'est rendu notamment au Nigeria et en Lybie pour y travailler temporairement et affirme "avoir beaucoup bougé" en Afrique de l'Ouest; il a également deux sœurs qui se sont mariées et vivent au Mali. Se sentant menacés, ils partent de Kumasi avec son frère suite à un différend concernant l'héritage de leur mère à la fin décembre 2016; ils rejoignent d'abord la capitale Accra où ils passent trois semaines; ils envisagent de partir au Mali ou au Nigeria où ils ont de la famille, mais Mohamed rencontre le père d'un camarade de classe pour qui il a de l'estime et réciproquement, selon son témoignage. L'homme lui parle de la politique des visas en Équateur et l'aide dans ses démarches pour qu'ils obtiennent un passeport avec son frère. Les deux frères partent à Quito au début janvier 2017 en transitant en avion par l'Afrique du Sud.

Pour expliquer les raisons de leur départ Mohamed évoque également des raisons religieuses et spirituelles: il cite par exemple Bob Marley –*get up, stand up, don't give up the fight*– et fait référence aux voyages du prophète Mahomet, ainsi que de son départ et retour à la Mecque.¹⁵ En d'autres termes, les deux frères donnent une signification et un sens à leur voyage à travers un substrat symbolique, au-delà des causes plus immédiates, soit les menaces et l'insécurité dans la société d'origine.

À la différence de la plupart des autres migrants interviewés, Mohamed et Osman ne connaissent personne sur le continent américain, ni en Équateur, ni aux États-Unis. Par ailleurs, ils ne disposent pas d'un budget qui leur permette de se loger dans des hôtels, aussi dorment-ils dans les gares routières ou à proximité, tout en essayant de trouver des connexions wifi ouvertes pour se connecter à

¹⁵ Mohamed et Osman font partie de la minorité musulmane au Ghana. Le thème de l'Islam est d'ailleurs récurrent lors de l'entretien. Mohamed montre les tapis de prière qu'ils ont réussi à conserver jusqu'à Tapachula et explique qu'ils sont parvenus à réaliser quotidiennement les cinq prières même dans les conditions les plus difficiles.

Internet. Mise à part quelques mésaventures en Colombie –le jeune frère manque de se faire arrêter dans une gare routière; ils doivent également s'efforcer à convaincre des Colombiens de leur acheter les billets de bus, étant donné qu'ils ne peuvent pas le faire de par leur situation irrégulière– ils ne font pratiquement aucune étape jusqu'au port de Turbo au nord de la Colombie près du Panama, seulement des pauses –parfois de quelques heures, parfois d'une demi-journée ou une nuit– aux environs des gares routières.

Ils sont particulièrement marqués par la traversée de la jungle de Darien qu'ils effectuent en quatre jours avec un groupe de Cubains et de Népalais et que Mohamed dépeint comme une "zone de mort". C'est un moment de remise en question: "j'ai vu beaucoup de souffrances en Afrique mais dans cette jungle, c'était pire; tu dois contrôler ta peur sinon tu n'en ressors pas; à ce moment-là, on s'est dit que ce n'était pas une bonne idée de venir en Amérique".¹⁶ En outre, il explique qu'ils étaient très mal préparés et n'avaient prévu que quelques paquets de biscuits, à la différence des Cubains qui eux avaient emporté davantage d'eau, de nourriture et s'étaient mieux équipés. Ce sont ces mêmes migrants Cubains qui les aident à plusieurs reprises, en leur donnant à manger ou encore en payant pour eux la rançon de 50 USD que réclame une bande armée qui les attaque dans la jungle. Au cours de cet épisode, Mohamed doit se battre –il s'auto-définit d'ailleurs à plusieurs reprises comme un "combattant" (*fighter*)– il perd l'un de ses deux petits sacs à dos et reçoit plusieurs coups de machette.

Après un bref séjour dans un camp de réfugiés au Panama, ils traversent le Costa Rica pratiquement sans s'arrêter jusqu'à la ville frontalière de La Cruz à la frontière avec le Nicaragua où ils passent dix jours dans un autre camp de réfugiés, étape durant laquelle ils passent leur temps à contacter des parents,

¹⁶ Nous avons pris la liberté de traduire le fragment d'entretien en anglais vers le français.

amis et connaissances pour leur demander de leur prêter de l'argent qu'il finissent par recevoir via *Western Union*. Néanmoins, comme ils n'en ont pas suffisamment pour payer les montants exigés par les passeurs au Nicaragua, ils tentent la traversée du pays à pied, en se cachant un maximum durant la journée et en marchant pendant la nuit en suivant les petits sentiers et les traces de pas d'autres migrants.

Lorsqu'ils arrivent finalement au Honduras, ils se présentent aux bureaux des autorités migratoires et sont placés dans un camp de réfugiés où ils passent une semaine, puis continuent leur route en direction du Mexique après avoir obtenu un sauf-conduit. La même chose survient au Guatemala: ils se rendent au poste de police le plus proche une fois la frontière passée et les agents leur expliquent qu'il faut aller à Guatemala City pour y réaliser la démarche en vue de l'obtention du sauf-conduit. Après un jour passé dans la capitale guatémaltèque, ils gagnent le Mexique et obtiennent rapidement le document de sortie auprès de l'INM. La suite du voyage semble incertaine: Mohamed manifeste à la fois l'intention de continuer la route vers les États-Unis mais explique également qu'ils songent à rester au Mexique "parce que les musulmans ne sont pas les bienvenus aux États-Unis". Il fait référence aux récentes élections présidentielles aux États-Unis, ainsi qu'au décret antimusulman signé par Donald Trump à la fin janvier 2017 interdisant l'accès au territoire américain aux ressortissants de sept pays musulmans, tout en expliquant avec fatalisme que le Mexique est peut-être leur destination finale. Notons que Mohamed et Osman estiment avoir voyagé durant 45 jours depuis Accra jusqu'à Tapachula et avoir dépensé environ 1200 USD depuis leur arrivée au Brésil.

Arrêtons-nous à présent sur le cas d'Alpha, 29 ans, commerçant guinéen vivant à Conakry, dont la trajectoire migratoire relève de stratégies et logiques différentes. Alpha explique qu'il a dû fuir pays, étant donné que des miliciens du gouvernement ont pillé et incendié sa

boutique, volé son téléphone portable et sa moto, et saccagé sa maison pendant son absence. Il parvient à sortir de la ville avec l'aide d'un ami et se réfugie dans son village d'origine à la campagne où vit sa mère.

Postérieurement, il se rend en Sierra Leone où il a un contact guinéen qu'il appelle "le vieux", un autre commerçant, avec qui il conclut une entente, soit que la personne lui finance la moitié de son voyage pour se rendre au Brésil, en lui prêtant 1000 USD et en l'aidant à faire les démarches administratives nécessaires pour obtenir un visa de touriste auprès de l'Ambassade brésilienne à Freetown. Il a toutefois l'intention depuis déjà plusieurs mois d'aller aux États-Unis.

Grâce à un ami guinéen qu'il retrouve à São Paulo, il trouve un travail de manutention dans des entrepôts; bien qu'il soit mal payé et qu'il dorme dans un hangar sur le lieu même du travail avec d'autres travailleurs (qui sont tous africains), il parvient en l'espace de 9 mois à économiser suffisamment d'argent, à ses critères, pour entreprendre le voyage aux États-Unis avec son ami. Ils effectuent tous les trajets en bus jusqu'à la frontière entre le Pérou et l'Équateur en ne s'arrêtant quasiment pas, si ce n'est le temps d'attendre la correspondance suivante. Il indique se faire fouiller et voler les 300 USD qu'il possédait par des policiers péruviens à la sortie du pays, si bien que lorsqu'il arrive à Quito, il n'a plus d'argent. Quant à son ami, il continue sa route.

Dans la capitale équatorienne, il affirme rencontrer "une femme" qui l'embauche pour des travaux "d'assainissement" et pour s'occuper de sa maison et ses voitures. Le travail est mal payé, mais il est logé et nourri, c'est ainsi qu'il passe 3 mois et économise l'argent nécessaire pour poursuivre en direction de la Colombie. Il parvient relativement facilement jusqu'à Turbo, puis à Capurgana, où il rencontre un guide qui constitue un groupe de 20 personnes et les emmène durant 5 jours dans la jungle de Darien pour 35 USD par personne.

Il en ressort affaibli et malade et décide de rester à Panama City après un bref séjour dans un camp de réfugiés. C'est là où il rencontre un Haïtien qui lui propose de "faire un business", selon ses propres termes, soit de servir d'intermédiaire –auprès de migrants qui n'ont pas de passeport– afin de recevoir des transferts d'argent par *Western Union* et *MoneyGram*. La personne qui est dépourvue de passeport fournit les données personnelles d'Alpha, lui va retirer l'argent avec son passeport (qu'il utilise à ces fins mais cache lors de contrôles), et remet l'argent après avoir touché une commission de 5 pour cent. Après avoir passé deux semaines et gagné suffisamment d'argent pour acheter un billet de bus pour le Costa Rica, il s'y rend et s'installe à Paso Canoas, ville frontalière costaricaine, dans un hôtel bon marché et continue de faire l'intermédiaire en prêtant en quelque sorte son passeport. Il passe à nouveau une étape prolongée à cet endroit, 5 mois, afin de réunir la somme nécessaire pour poursuivre son itinéraire.

À La Cruz, à l'autre extrême du Costa Rica, il rencontre "un gars qui peut le faire passer par la mer" avec une dizaine d'autres personnes (Somaliennes et Érythréenne pour la plupart) pour traverser le Nicaragua et atteindre le Honduras pour un montant de 400 USD. Le groupe est finalement abandonné sur une plage. Postérieurement, après plusieurs jours de marche "dans la brousse" sans nourriture au cours desquels le groupe est attaqué "par des bandits avec des fusils" –il perd à ce moment-là un sac avec son passeport et un peu d'argent– ils rencontrent une personne qui accepte de les emmener au Honduras pour 800 USD et un téléphone portable et qui dénonce finalement le groupe aux autorités. Après un bref transit à Managua où on lui prend ses données biométriques, il est reconduit à La Cruz et passe dix jours dans un camp de réfugiés. Il explique qu'à ce moment-

là il n'a plus d'espoir et finit par appeler sa mère pour lui demander de l'aide; celle-ci vend deux vaches dans le village d'origine et lui envoie l'argent avec lequel il paye un passeur qui lui fait traverser le Nicaragua –sans problèmes cette fois– pour 350 USD. Une fois au Honduras, il parvient à gagner facilement Tapachula, en se présentant chaque fois de lui-même aux autorités et en recevant des sauf-conduits.

Il est arrivé à la fin janvier 2017 à Tapachula et explique qu'il a "calé" dans cette ville, car il n'a plus beaucoup d'argent. Comme cela a été le cas durant d'autres étapes de son voyage, il essaye de réunir l'argent nécessaire pour continuer sa route à travers le Mexique, notamment en faisant appel à ses divers contacts dans son pays d'origine et en Sierra Leone via Whatsapp. C'est ainsi qu'il a obtenu 200 USD d'un ami, mais il souligne qu'étant donné qu'il y a beaucoup d'incertitudes, à savoir s'il va effectivement parvenir à entrer aux États-Unis, ses connaissances ont de plus en plus de réserves quant au fait de lui prêter de l'argent car les probabilités d'obtenir un remboursement deviennent également plus faibles. Depuis son départ de Guinée jusqu'à Tapachula, il estime avoir dépensé 5800 USD.

Ce parcours migratoire nous semble représentatif d'une migration que l'on peut qualifier d'"étape par étape", où le migrant tisse certains liens sociaux dans les endroits intermédiaires entre le lieu de départ et la destination, ce qui lui permet de trouver du

travail et de financer progressivement son voyage, tout en mobilisant abondamment son réseau social virtuel. Par ailleurs, il s'agit non seulement d'une itinérance de longue distance, mais également de longue durée, soit environ

Nous sommes donc face à des itinéraires composites difficilement appréhensibles à partir de catégories exclusives les unes des autres, telles que migration "légitime" ou "illégitime"...

une année et demie. Par contre, dans le cas de Mohamed et d'Osman, le schéma est très différent: il s'agit de poursuivre leur chemin, pratiquement sans relâche, en limitant le plus possible les interactions lors des étapes et en voyageant partiellement dans la clandestinité.

Pour ce qui est de cette migration "étape par étape", celle-ci n'est pas pensée ou prévue depuis le lieu de départ, cependant lors d'une situation adverse –par exemple après avoir perdu de l'argent– Alpha préfère faire étape, nouer des contacts (souvent avec des compatriotes ou d'autres migrants), faire des petits travaux divers afin de se constituer un budget pour continuer sa route, tandis que Mohamed et Osman auraient plutôt tendance à hâter encore davantage leur cadence –lors d'une même situation adverse et imprévue– et à limiter leurs dépenses notamment en dormant dans la rue, en privilégiant la marche au transport public, on encore en mangeant des aliments bon marché comme du riz et des fruits.

En guise de conclusion

L'analyse des itinéraires migratoires de longue distance, en particulier du continent africain, ont permis de mettre en évidence un certain nombre de faits: d'une part que l'augmentation des migrations africaines de transit au Mexique n'est pas aussi élevée qu'elle apparaît dans les données statistiques de l'INM étant donné qu'une proportion significative de migrants africains, en particulier de la RDC, se révèlent être des ressortissants d'Haïti qui se font passer pour africains en misant sur le fait qu'ils ont moins de probabilité de se faire reconduire à leur pays d'origine en ne dévoilant pas leur véritable identité.

D'autre part, la mise en perspective des itinéraires des migrants de longue distance montrent comment les flux migratoires suivent un cours façonné par des politiques d'accueil (conditions d'entrée, d'obtention de visa, de sauf-conduit) tantôt restrictives, tantôt favorisant leur circulation. Ainsi, d'un point de vue

institutionnel, les migrants réalisent certains tronçons et étapes de leur parcours dans la légalité, par exemple en entrant de manière régulière en Équateur, ou encore en sollicitant des sauf-conduits auprès des autorités (notamment au Guatemala et Honduras); dans le cas du Mexique, même si le document officiel n'est pas à proprement parler un laissez-passer et n'est pas nommé comme tel, le principe est le même. Par ailleurs, ils effectuent d'autres trajets et étapes marquées par une sorte d'informalité et de flou juridique propice à la corruption et aux extorsions, en particulier lors des passages de frontière, par exemple en Colombie et au Pérou; enfin, certains tronçons se font dans une situation d'illégalité, comme au Nicaragua, où les migrants doivent recourir à des intermédiaires (qui varient des "guides" locaux jusqu'aux groupes structurés se dédiant à différents trafics dont celui de migrants). Nous sommes donc face à des itinéraires composites difficilement appréhendables à partir de catégories exclusives les unes des autres, telles que migration "légale" ou "illégal", "régulière" ou "irrégulière".

L'examen des trajectoires migratoires met également en exergue l'existence de zones à hauts risques de la migration internationale dans les Amériques, en termes de violation des droits de l'homme et de santé: en particulier la zone de jungle et de marécages dans la région tropicale de Darien entre la Colombie et le Panama, ou encore la traversée du Nicaragua où les personnes doivent recourir fréquemment à des organisations criminelles pour pouvoir gagner le Honduras. Il s'agit d'endroits isolés difficiles d'accès où les migrants s'exposent à des dangers liés aux conditions topographiques et climatiques et à de nombreux abus perpétrés par des bandes criminelles, et les autorités dans certains cas.

Par ailleurs, des similitudes se dégagent de l'analyse des profils des migrants: par exemple une situation d'endettement ou encore l'usage des réseaux sociaux numériques comme moyen d'instaurer une communication en temps réel avec les proches, de s'informer, de sollici-

ter des transferts d'argent, ou encore d'accéder au marché de la mobilité irrégulière. En outre, les migrants tissent des liens sociaux pendant les étapes, et les réseaux virtuels permettent d'assurer postérieurement la continuité des relations et d'échanger des informations pour prévenir les risques durant le voyage.

Enfin, l'examen de deux itinéraires de migrants provenant d'Afrique de l'ouest laisse apparaître différentes manières d'appréhender, de planifier et de construire le voyage, ainsi que diverses stratégies et rapports à la mobilité, par exemple le fait de migrer par étapes qui sont parfois contraintes parfois intentionnelles. Situé entre le lieu d'origine et la destination, l'espace intermédiaire de l'étape permet en quelque sorte aux migrants de "rebondir" en tissant des liens sociaux, en développant des stratégies de débrouille ou encore en trouvant un travail temporaire.

Références bibliographiques

- ANGUIANO TÉLLEZ, M. E. y A. P. TREJO PEÑA (2007), "Vigilancia y control en la frontera México-Estados Unidos: efectos en las rutas del flujo migratorio internacional", en *Papeles de Población*, México, Centro de Investigación y Estudios Avanzados de la Población, Universidad Autónoma del Estado de México, vol. 13, núm. 51.
- CASILLAS R., Rodolfo (2008), "Las rutas de los centroamericanos por México, un ejercicio de caracterización, actores principales y complejidades", en *Migración y Desarrollo*, Zatecas, Red Internacional de Migración y Desarrollo, núm. 10.
- CASTLES, S., & M. J. MILLER (2003), *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*, New York, The Guilford Press.
- CINTA CRUZ, J. H. (2016), *Redes, proyectos y experiencias de migrantes de origen africano y asiático por la frontera sur de México. Estudio de caso Ta-pachula*, San Cristóbal de las Casas, Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica, Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas, tesis de maestría.
- CLOT, J. (2016), "Externalisation des contrôles migratoires des États-Unis vers le Mexique et le Guatemala: éléments pour une réflexion critique", en *Immigration et rhétoriques électorales dans les Amériques*, Montréal, Observatoire des Amériques, Université du Québec à Montréal.
- CLOT, J. (2016), *Marges et frontière entre le Mexique et le Guatemala*, Montréal, Observatoire des Amériques, Université du Québec à Montréal. Dirección URL: <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/note_de_recherche_oda_clot.pdf>, [consultée: 30 mai 2017].
- COMMISSION EUROPÉENNE, DIRECTION GÉNÉRALE DE LA MIGRATION & DES AFFAIRES INTÉRIEURES (2015), *Etude sur le trafic illicite de migrants. Caractéristiques, réponses et coopération avec les pays tiers*, Bruxelles, The European Migration Network.
- GOBIERNO DE COSTA RICA (2016), "Gobierno intensifica control para impedir paso de migrantes irregulares", Gobierno de Costa Rica. Dirección URL: <<http://gobierno.cr/gobierno-intensifica-control-para-impedir-paso-de-migrantes-irregulares/#more-14995>>, [consultée: 30 mai 2017].
- GONZÁLEZ VELÁZQUEZ, E. (2011), *Frontera vertical: México frente a los migrantes centroamericanos*, Guadalajara, México, Centro Universitario UTEG.
- HERNÁNDEZ LEÓN, R. (2012), "La industria de la migración en el sistema migratorio México-Estados Unidos", en *Trace. Travaux et Recherches dans les Amériques du Centre*, México, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, núm. 61, junio.

- INSTITUTO NACIONAL DE MIGRACIÓN (2016), *Boletines estadísticos*, Secretaría de Gobernación. Dirección URL: <http://www.politicamigratoria.gob.mx/es_mx/SEGOB/Boletines_Estadisticos>, [consultée: 30 mai 2017].
- MASSEY, D. S., J. ARANGO, G. HUGO, A. KOUAOUCI, A. PELLEGRINO & J. E. TAYLOR (1993), "Theories of International Migration: A Review and Appraisal", en *Population and Development Review*, Population Council, vol. 19, núm. 3.
- MINVIELLE, R. (2015), "L'Amérique du Sud ou l'émergence d'un nouveau théâtre des migrations africaines", en *Afrique et Développement*, Dakar, Senegal, CODESRIA, vol. XL, núm. 1.
- REPÚBLICA DE ECUADOR (2017), *Pleno aprobó Ley de Movilidad Humana por unanimidad*. Dirección URL: <<http://www.asambleanacional.gob.ec/es/noticia/47649-pleno-aprobo-ley-de-movilidad-humana-por-unanimidad>>, [consultée: 30 mai 2017].
- SECRETARÍA DE GOBERNACIÓN (2012), "Ley de Migración", *El Colegio de México*. Dirección URL: <https://www.colmex.mx/assets/pdfs/17-LMIG_64.pdf?1493134257>, [consultée: 30 mai 2017].
- SEMPLE, K. (2016), "Los haitianos están desesperados ante la decisión de Estados Unidos de cerrarles las puertas", en *The New York Times*, 3 de octubre. Dirección URL: <<https://www.nytimes.com/es/2016/10/03/los-haitianos-estan-desesperados-ante-la-decision-de-estados-unidos-de-cerrarles-las-puertas/>>, [consultée: 30 mai 2017].
- SILVA HERNÁNDEZ, A. (2015), "Estrategias de tránsito de adolescentes centroamericanos independientes: enfrentando la frontera vertical en México", en *Revista Interdisciplinaria da Mobilidade Humana*, Brasil, Centro Scalabrianiano de Estudos Migratórios, vol. 23, núm. 44.
- VÁSQUEZ LARIOS, M. (2016), "Nicaragua irrespeto derechos de migrantes", en *La Prensa. Noticias de Nicaragua y el Mundo*, 7 de diciembre. Dirección URL: <<http://www.laprensa.com.ni/2016/12/07/nacionales/2146932-cidh-nicaragua-violacion-derechos-humanos-de-emigrantes>>, [consultée: 30 mai 2017].